

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32.121/1, donné le 27 septembre 2001, par application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié par les arrêtés royaux des 21 juin 1962, 30 novembre 1966, 15 mars 1967, 24 mars 1967, 22 janvier 1970, 1 juin 1970, 20 juillet 1970, 29 octobre 1971, 9 décembre 1971, 18 février 1974, 15 janvier 1975, 10 juin 1976, 9 juillet 1976, 8 mars 1979, 14 octobre 1985 et par les arrêtés du Gouvernement flamand des 24 juillet 1991, 19 décembre 1991 et 25 janvier 1995, les modifications suivantes sont apportées :

1° au littéra A. un r) est ajouté, rédigé comme suit :

« r) les services réels qu'un membre du personnel a rendus à compter du 1^{er} septembre 2000 dans l'enseignement à horaire réduit financé ou subventionné par la Communauté flamande en tant que titulaire d'une fonction rémunérée à prestations complètes qui est considérée comme "fonction principale" en vertu de l'article 5 du présent arrêté si elle était exercée dans l'enseignement de plein exercice. Ces services sont admissibles pour autant qu'ils ne sont pas valorisés pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire dans le cadre de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture;”

2° au littéra B. a), premier alinéa, les mots suivants sont ajoutés :

« ainsi que les services réels qu'un membre du personnel a rendus à compter du 1^{er} septembre 2000 dans l'enseignement à horaire réduit financé ou subventionné par la Communauté flamande en tant que titulaire d'une fonction rémunérée à prestations incomplètes qui est considérée comme "fonction principale" en vertu de l'article 5 du présent arrêté si elle était exercée dans l'enseignement de plein exercice et pour autant qu'ils ne sont pas valorisés pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire dans le cadre de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture. ».

Art. 2. Dans l'article 18 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 mars 1965, 15 mars 1967, 22 janvier 1970, 1^{er} juin 1970, 9 décembre 1971, par la loi du 8 février 1974, par les arrêtés royaux des 10 juin 1976, 18 avril 1977, 20 juillet 1982, par les arrêtés du Gouvernement flamand des 19 décembre 1991 et 22 juillet 1993 sont abrogés :

1° au premier alinéa point d);

2° les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 19 juillet 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAEL

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,
M. VANDERPOORTEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 3286

[2002/29376]

20 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro en ce qui concerne les dispositions relatives à la R.T.B.F.

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les règlements européens (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro et n° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro;

Vu le décret du 8 février 1999 relatif à l'euro;

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant sur le statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.);

Vu l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1990 fixant le mode de calcul du pécule de vacances des bénéficiaires d'une pension de survie à charge de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu le décret du 30 septembre 1993 portant certaines dispositions en matière de pensions de retraite des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu le décret du 29 novembre 1993 relatif aux pensions de retraite allouées aux agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu le décret du 17 mai 1999 portant certaines mesures relatives à la contribution des membres du personnel définitif de la Radio-Télévision belge de la Communauté française au paiement de pensions de survie;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 fixant les indemnités des commissaires du Gouvernement de la Communauté française auprès de la radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 2000 relatif au montant des indemnités allouées aux administrateurs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2000 fixant rémunération du Collège des Commissaires aux comptes de la Radio-Télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2000 déterminant la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission consultative permanente de la radio et de la télévision instituée auprès de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2001 relatif au montant de la prime syndicale octroyée à certains membres du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 25 avril 2002, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 30 mai 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2002;

Sur proposition du Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les dispositions de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1990 fixant le mode de calcul du pécule de vacances des bénéficiaires d'une pension de survie à charge de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 2		
	21 195	525,41
Art. 3		
	21 395	530,37
	6 000	148,74

Art. 2. Dans les dispositions du décret du 30 septembre 1993 portant certaines dispositions en matière de pensions de retraite des agents définitifs de la Radio-télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 3		
§ 2		
	600 000	14.873,62
	575 000	14.253,88
	500 000	12.394,68
	400 000	9.915,74
	250 000	6.197,34
§ 3		
	250 000	6.197,34
	150 000	3.718,40
	400 000	9.915,74
	100 000	2.478,94
	500 000	12.394,68
	75 000	1.859,20
	575 000	14.253,88

	BEF	EUR
	25 000	619,73
	600 000	14.873,62
Art. 7		
§ 1 ^{er}		
	1 400 000 000	34.705.093,47
	550 000 000	13.634.143,87

Art. 3. Dans les dispositions du décret du 29 novembre 1993 relatif aux pensions de retraite allouée aux agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 19		
	357 843	8.870,70
	447 304	11.088,38
Art. 20, 3 ^e alinéa		
	715 687	17.741,42
Art. 25		
§ 1 ^{er}		
	49 020	1.215,18
Art. 27, 2 ^e alinéa		
	1 891 245	46.882,74
Art. 28		
	1 891 245	46.882,74

Art. 4. Dans les dispositions du décret du 17 mai 1999 portant certaines mesures relatives à la contribution des membres du personnel définitif de la Radio-Télévision belge de la Communauté française au paiement de pensions de survie, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 2		
	1 000 000	24.789,35
	1 000 000	24.789,35
	1 499 999	37.184,02
	1 500 000	37.184,03
	1 999 999	49.578,70
	2 000 000	49.578,71
	2 499 999	61.973,37
	2 500 000	61.973,38

Art. 5. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 fixant les indemnités des commissaires du Gouvernement de la Communauté française auprès de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 1 ^{er}		
	150 000	3.718,40

Art. 6. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 2000 relatif au montant des indemnités allouées aux administrateurs de la radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 1 ^{er}		
§ 1 ^{er}		
	5 000	123,95

	BEF	EUR
Art. 2		
§ 1 ^{er}		
	25 000	619,73
	12 500	309,87
	6 250	154,93
§ 2		
	10 000	247,89

Art. 7. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 fixant rémunération du Collège des comminnaires aux comptes de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 1 ^{er}		
	2 400 000	59.494,45

Art. 8. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2000 déterminant la composition et les modalités du fonctionnement de la Commission consultative permanente de la radio et de la télévision instituée auprès de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 6		
§ 1		
	2 000	49,58
	1 500	37,18
	1 000	24,79

Art. 9. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2001 relatif au montant de la prime syndicale octroyée à certains membres du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

	BEF	EUR
Art. 1 ^{er}		
	2 000	49,58

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions est en charge de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 20 juin 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3286

[2002/29376]

20 JUNI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro met betrekking tot de bepalingen over de R.T.B.F.

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de Europese verordeningen (EG) nr. 1103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro en nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998 over de invoering van de euro;

Gelet op het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro;

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) »;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 1990 tot bepaling van de wijze van berekening van het vakantiegeld van de personen die recht hebben op een overlevingspensioen ten laste van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française »;

Gelet op het decreet van 30 september 1993 houdende sommige bepalingen in verband met de rustpensioenen van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) »;

Gelet op het decreet van 29 november 1993 betreffende de rustpensioenen toegekend aan de ambtenaren van de « Radio-Télévision de la Communauté française (R.T.B.F.) »;

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 houdende diverse maatregelen betreffende de bijdrage van de vastbenoemde personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (R.T.B.F.) in de betaling van de overlevingspensioenen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 tot vaststelling van de vergoedingen van de Commissarissen van de Regering van de Franse Gemeenschap bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 januari 2000 betreffende het bedrag van de vergoedingen toegekend aan de bestuurders van de R.T.B.F.;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 2000 tot vaststelling van de bezoldiging van het College van commissarissen der rekeningen bij de « radio-Télévision belge de la Communauté française »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2000 tot bepaling van de samenstelling en de nadere regels voor de werking van de permanente adviescommissie voor radio en televisie, ingericht bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2001 betreffende het bedrag van de vakbondspremie toegekend aan sommige leden van het personeel van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) »;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 april 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 mei 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 april 2002;

Op de voordracht van de Minister van Kunsten, Letteren en van de Audiovisuele Sector;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 1990 tot bepaling van de wijze van berekening van het vakantiegeld van de personen die recht hebben op een overlevingspensioen ten laste van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française », worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 2		
	21 195	252,41
Art. 3		
	21 395	530,37
	6 000	148,74

Art. 2. In de bepalingen van het decreet van 30 september 1993 houdende sommige bepalingen in verband met de rustpensioenen van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 3		
§ 2		
	600 000	14.873,62
	575 000	14.253,88
	500 000	12.394,68
	400 000	9.915,74
	250 000	6.197,34

	BEF	EUR
§ 3		
	250 000	6.197,34
	150 000	3.718,40
	400 000	9.915,74
	100 000	2.478,94
	500 000	12.394,68
	75 000	1.859,20
	575 000	14.253,88
	25 000	619,73
	600 000	14.873,62
Art. 7		
§ 1		
	1 400 000 000	34.705.093,47
	550 000 000	13.634.143,87

Art. 3. In de bepalingen van het decreet van 29 november 1993 betreffende de rustpensioenen toegekend aan de ambtenaren van de « Radio-Television belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 19		
	357 843	8.870,70
	447 304	11.088,38
Art. 20, 3 ^e lid		
	715 687	17.741,42
Art. 25		
§ 1		
	49 020	1.215,18
Art. 27, 2 ^e lid		
	1 891 245	46.882,74
Art. 28		
	1 891 245	46.882,74

Art. 4. In de bepalingen van het decreet van 17 mei 1999 houdende diverse maatregelen betreffende de bijdrage van de vastbenoemde personeelsleden van de « radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » in de betaling van de overlevingspensioenen, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 2		
	1 000 000	24.789,35
	1 000 000	24.789,35
	1 499 999	37.184,02
	1 500 000	37.184,03
	1 999 999	49.578,70
	2 000 000	49.578,71

	BEF	EUR
	2 499 999	61.973,37
	2 500 000	61.973,38

Art. 5. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 tot vaststelling van de vergoedingen van de Commissarissen van de Regering van de Franse Gemeenschap bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 1		
	150 000	3.718,40

Art. 6. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 januari 2000 betreffende het bedrag van de vergoedingen toegekend aan de bestuurders van de RTBF, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 1		
§ 1		
	5 000	123,95
Art. 2		
§ 1		
	25 000	619,73
	12 500	309,87
	6 250	154,93
§ 2		
	10 000	247,89

Art. 7. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 2000 tot vaststelling van de bezoldiging van het College van commissarissen der rekeningen bij de « radio-Télévision belge de la Communauté française », worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 1		
	2 400 000	59.494,45

Art. 8. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2000 tot bepaling van de samenstelling en de nadere regels voor de werking van de permanente adviescommissie voor radio en televisie, ingericht bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 6		
§ 1		
	2 000	49,58
	1 500	37,18
	1 000	24,79

Art. 9. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2001 betreffende het bedrag van de vakbondspremie toegekend aan sommige leden van het personeel van de « radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

	BEF	EUR
Art. 1		
	2 000	49,58

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juni 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,
R. MILLER



F. 2002 — 3287

[C — 2002/29391]

4 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle des membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment l'article 141;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mars 2002;

Vu le protocole de négociation du 26 avril 2002 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de secteur IX;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.546/2 du Conseil d'Etat donné le 12 juin 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique et de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002;

Arrête :

Article 1^{er}. Le bulletin de signalement et la fiche individuelle des membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française sont établis selon les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Art. 3. La Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique
Mme Fr. DUPUIS

Annexe 1

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Direction générale des personnels de l'Enseignement de la Communauté française

Bulletin de signalement des membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts

Ecole supérieure des Arts :

Signalement de M. (nom et prénoms) (1) :

Diplôme :

Fonction :

Charge :

Mention de signalement attribuée (2) :

Date :

Signature du Directeur :

Ce bulletin a été remis au membre du personnel en date du

Un rapport est / n'est pas (3) joint au bulletin.

Signature du Directeur :

Signature de l'intéressé :

Pris connaissance de la mention de signalement attribuée.

D'accord – Pas d'accord pour les motifs suivants (3) :

Date :

Signature de l'intéressé :

Ce bulletin a été remis au Directeur en date du

Signature du Directeur :

Signature de l'intéressé :

(4) Après avoir pris connaissance des motifs invoqués par l'intéressé, le Directeur décide (5)

Date :

Signature du Directeur :

(4) Cette décision a été notifiée au membre du personnel intéressé en date du
signature du Directeur

signature de l'intéressé :

(4) Pris connaissance de la décision

D'accord/pas d'accord (3)

Date :

Signature de l'intéressé :

(6) Date d'introduction du recours

Signature du Directeur :

Signature de l'intéressé :

(3) Ce bulletin de signalement a été adressé à la direction générale des personnels de l'Enseignement de la Communauté française en date du

(3) Ce bulletin de signalement et le recours ont été adressés à la direction générale des personnels de l'Enseignement de la Communauté française en date du

Signature du Directeur :

(6) Avis de la Chambre de recours :

Date :

Signature du Président :

(6) Signalement décidé par le Ministre :

Date :

Signature :

(1) Pour la femme mariée, indiquer le nom de jeune fille et prénoms.

(2) Deux mentions peuvent être attribuées : insuffisant, bon.

Toute modification d'une mention de signalement doit être motivée d'une manière circonstanciée par un rapport spécial à annexer au bulletin de signalement.

(3) Biffer la mention inutile.

(4) A remplir uniquement s'il y a réclamation écrite.

(5) De maintenir... de modifier... d'attribuer...

(6) A remplir uniquement s'il y a recours.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle des membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 4 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique
Mme F. DUPUIS

Annexe 2

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Direction générale des personnels de l'Enseignement de la Communauté française

Fiche individuelles des membres du personnel enseignant

Ecole supérieure des Arts :

Fiche de M. (nom et prénoms) :

Faits favorables (1) :

Faits défavorables (1) :

Analyse succincte

Dates

Analyse succincte

Dates

(1) Ces faits ne peuvent avoir trait qu'à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction. Ces faits doivent être précis.

Chaque inscription doit être visée par le membre du personnel intéressé au moment où elle est actée et portée à sa fiche par le Directeur.

Le membre du personnel vise le document. S'il estime que cette relation des faits n'est pas fondée, il joint, dans les dix jours, une réclamation écrite dont il lui est accusé réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle des membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 4 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

N. 2002 — 3287

[C — 2002/29391]

4 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), inzonderheid op artikel 141;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 februari 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 maart 2002;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 26 april 2002 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het Comité van sector IX;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies nr. 33.546/2 van de Raad van State gegeven op 12 juni 2002 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met Ambtenarenzaken en de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002;

Besluit :

Artikel 1. De beoordelingsstaat en de persoonlijke fiche van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden vastgesteld volgen de modellen gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS



F. 2002 — 3288

[C — 2002/29404]

17 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment l'article 68;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant les échelles de traitement des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement artistique de plein exercice de l'Etat, relevant du Ministre de la Culture néerlandaise et du Ministre de la Culture française, ainsi que des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement artistique, tel qu'il a été modifié;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2^e section, contenant les conclusions de la négociation du 12 juillet 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 avril 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 avril 2002;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et de la Ministre de l'Enseignement supérieur;